



Élections régionales, élections départementales : Des leçons à tirer pour le gouvernement !

Le scrutin de dimanche dernier a une fois de plus été marqué par un taux d'abstention historique qui doit collectivement nous alerter.

Les réformes menées ces dernières années par les gouvernements successifs, loin de simplifier l'organisation des territoires, ont, au contraire, complexifié la compréhension des missions des collectivités territoriales et éloigné les citoyens du contrôle démocratique qu'ils pouvaient exercer par leurs votes. Dans le même temps, les politiques menées ces dernières années par ces gouvernements, toutes frappées du sceau de l'austérité ont affaibli les services publics et renforcé le mécontentement et l'exaspération des citoyens/usagers.

La CGT n'a cessé de dénoncer ces reculs et la forte abstention de dimanche lui donne raison. Le projet de loi 4 D, loin de simplifier cette situation, va accroître cet éloignement du fait démocratique et accélérer la désagrégation des services publics.

Le sentiment d'inutilité du vote pour changer la vie n'incite absolument pas les citoyens à se rendre aux urnes. Pour autant, d'autres politiques alliant progrès social et environnemental sont possibles.

Les dernières décisions prises dans des collectivités de toutes obédiences politiques contre le droit de grève des fonctionnaires et pour l'augmentation du temps de travail des agents, démobilisent de fait la partie importante de l'électorat que représentent les deux millions d'agents territoriaux.

À l'issue d'une période particulièrement lourde et anxiogène, une politique sociale en direction des salariés est une nécessité. Investir massivement dans les services publics, augmenter les salaires et créer des emplois sont les choix politiques responsables pour répondre à la crise. Le gouvernement, en faisant des choix contraires, cristallise les mécontentements et provoque de la colère.

Pire, devant la mobilisation unitaire des salariés face à sa politique libérale, Macron provoque la division des travailleurs en mettant au centre des débats les questions sécuritaires. Il court ainsi le risque de faire monter les idées d'extrême droite dans le pays et de favoriser ainsi le vote en faveur du rassemblement National.

Les agressions constatées ces dernières semaines contre des militants syndicaux ou politiques de gauche traduisent la nature profondément violente et anti démocratique de ce parti ou de leurs alliés.

La fédération CGT des Services publics, à l'aune de son expérience dans plusieurs municipalités dirigées par l'extrême droite, peut affirmer que de tels choix ne sont pas favorables pour les fonctionnaires de ces collectivités, pour les salariés et pour le service public rendu aux usagers.

En conséquence, à l'occasion du 2^{ème} tour des élections départementales et régionales du dimanche 27 juin prochain, la fédération CGT des Services publics appelle à faire barrage partout aux listes présentées ou soutenues par les partis et mouvements d'extrême droite.